



Contre toute attente le PSE IBM France vient d'être homologué par la DIRECCTE, l'intersyndicale IBM France (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, UNSA) et le Comité Central d'Entreprise vont contester cette décision en justice.

Le projet de PSE de l'entité service GTS/IS concerne la suppression de 360 postes dont la grande majorité est transférée dans des pays à faibles coûts salariaux. Il vient d'être homologué par la DIRECCTE, de manière incompréhensible au regard des dernières décisions de justice concernant la définition des catégories professionnelles (Renault trucks, SAP et Fnac).

Au delà des drames humains que ce plan va générer au sein d'IBM pour ceux qui seront amenés à être licenciés, cette décision range clairement l'Administration Française du côté des entreprises, contre les intérêts des salariés.

Il est donc primordial que cette décision soit annulée par la justice.

Après cette surprenante homologation qui pose question, les organisations syndicales et le comité central d'entreprise vont saisir au plus vite le tribunal administratif afin de demander l'annulation de ce plan dont le seul objectif pour IBM et d'augmenter sa rentabilité au détriment de ses salariés français, et dans l'attente, la suspension de sa mise en œuvre.

L'ensemble des organisations syndicales IBM unies considère que les catégories professionnelles telles que décrites par IBM et restreintes au seul service ciblé par le PSE sont illicites, qu'IBM ne montre pas une réelle volonté de reclassement et que les mesures du plan, pour la plupart inférieures au Plan de Départ Volontaire (PDV) de 2015, ne sont pas à la hauteur des moyens de l'entreprise IBM France (91,5 millions d'euros de résultats en 2015) et du groupe IBM.

Pour l'intersyndicale, les différents projets d'IBM France présentés aux instances représentatives en 2016 qui concernent notamment le PSE 2016, le transfert du personnel administratif de l'entité « Global Administration » dans une nouvelle filiale de Manpower, le transfert de l'entité française « Global Financing » dans une filiale d'une des nombreuses holding d'IBM basée aux Pays Bas, montrent à l'évidence une volonté stratégique d'IBM d'accélérer la transformation mondiale de l'entreprise.

Pour l'intersyndicale, la France ainsi que l'ensemble des filiales IBM de l'Europe de l'ouest ne semblent plus avoir leur place dans cette transformation mondiale, les emplois étant transférés massivement dans les pays à bas coûts salariaux.

Cette transformation se fait clairement au seul profit des actionnaires et au détriment de l'emploi en France. IBM France préfère investir plus d'un milliard d'euros de sa trésorerie pour la réalisation de projets européens et de prise de participation dans d'autres sociétés IBM plutôt que d'investir dans l'innovation en France.

Les derniers PSE IBM France sur la période 2013 / 2016 se sont soldés par plus de 1 700 suppressions d'emploi (671 en 2013, 422 en 2014, 251 en 2015 et 360 en 2016), sans compter les autres dispositifs de séparation : ruptures conventionnelles, licenciement pour « insuffisance professionnelle », refus de mobilités contraintes, ...

L'Intersyndicale IBM rappelle que le Plan Prévisionnel Triennal (PPT) de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) présenté le 5 avril 2016 annonce une prévision de suppression globale de 1 019 postes pour la période 2016 / 2018 (dont 651 dans la seule entité GTS visée par le PSE) pour arriver à un total de 5 717 salariés en France fin 2018 (contre plus de 25 000 en 1990 et moins de 10 000 en 2010).

L'intersyndicale IBM s'offusque que pendant ce temps IBM France ait pu bénéficier en 2015 de plus de 20 millions d'Euros d'aide de l'état par le biais des dispositifs de Crédit Impôt Recherche (CIR) et Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE).

L'intersyndicale IBM France constate que cette transformation IBM va conduire en 2016 à supprimer plus de 4 000 emplois en Europe de l'ouest avec différents plans de réduction d'emploi en Allemagne, France, Italie, Belgique, Suède, Danemark, Pays-Bas et Grande-Bretagne.

L'intersyndicale IBM continuera de se battre par tous les moyens à sa disposition tant syndicaux que juridiques et médiatiques contre les suppressions de postes et le démantèlement d'IBM France au profit des actionnaires et au détriment de l'emploi en France.

Pierrick Poquet

Délégué Syndical Central UNSA
tel : 06 88 42 11 19

Frank Setruk

Délégué Syndical Central CFE-CGC
tel : 06 08 72 27 29

Mathieu Josien

Délégué Syndical Central CFDT
tel : 06 51 63 31 70

Marc Grimault

Délégué Syndical Central CGT
tel : 06 12 63 53 97

Nathalie Richard

Délégué Syndical Central CFTC
tel : 06 70 76 18 79